



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

FMI

Question écrite n° 79454

## Texte de la question

Pour 2006, le Fonds monétaire international (FMI) recommande vivement au gouvernement français de faire des efforts supplémentaires en matière de dépenses et d'accélérer le rythme des ajustements s'il veut réaliser son objectif de réduction du déficit public à 2,9 % du PIB. D'une manière générale, le FMI apporte son soutien à l'objectif des autorités françaises de ne pas augmenter les dépenses publiques en termes réels et de réduire la croissance des dépenses en matière de santé. Mais de l'aveu même du FMI, « l'objectif d'un déficit de 2,9 % du PIB en 2006 repose sur une projection de croissance dans le haut de la fourchette des estimations, une hausse des contributions aux retraites et des revenus non fiscaux ». Or il est bon de rappeler que les Français, déjà saignés à blanc par le matraquage fiscal orchestré par le Gouvernement depuis 2002, sont déjà les citoyens les plus taxés en Europe. La préconisation est donc loin d'être frappée au coin du bon sens. Toutefois, la droite parlementaire ultralibérale étant désormais passée maître en matière de racket fiscal et en incompétence à gérer le budget de la nation, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande donc à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de lui indiquer si Gouvernement entend suivre à la lettre les préconisations formulées par le FMI.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 79454

**Rubrique :** Organisations internationales

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie, finances et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 29 novembre 2005, page 10960